

L'équilibre macroéconomique en économie fermée

Une économie fermée est une économie qui vit en autarcie en pratiquant l'autoproduction. En réalité une telle économie n'existe pas, car aucun Etat n'est en mesure par ses propres moyens de satisfaire tous ses besoins.

1. Les politiques macroéconomiques en économie fermée

La politique budgétaire et la politique monétaire ont pour principaux objectifs de maintenir le plein emploi ; stimuler la croissance économique et assurer la stabilité des prix.

La politique budgétaire est utilisée par les Etats et constitue un instrument de régulation : augmentation des dépenses lors des périodes de ralentissement économique. Pour les néoclassiques, la politique budgétaire perturbe le bon fonctionnement économique et endette les Etats. Ils privilégient la politique monétaire et préconisent une faible intervention de l'Etat par une compression des recettes fiscales, des dépenses et du déficit.

La politique monétaire est l'action par laquelle l'autorité monétaire (la banque centrale en général) agit sur l'offre de la monnaie dans le but de la stabilité des prix, de la croissance économique et du plein emploi.

2.1. La politique budgétaire

Il faut distinguer deux aspects de la politique budgétaire : un aspect microéconomique qui concerne l'affectation des ressources aux emplois et un aspect macroéconomique qui se rapporte au niveau de l'activité économique, au taux de chômage, etc.

La politique budgétaire vise à améliorer les résultats macroéconomiques en modifiant les dépenses publiques et les impôts.

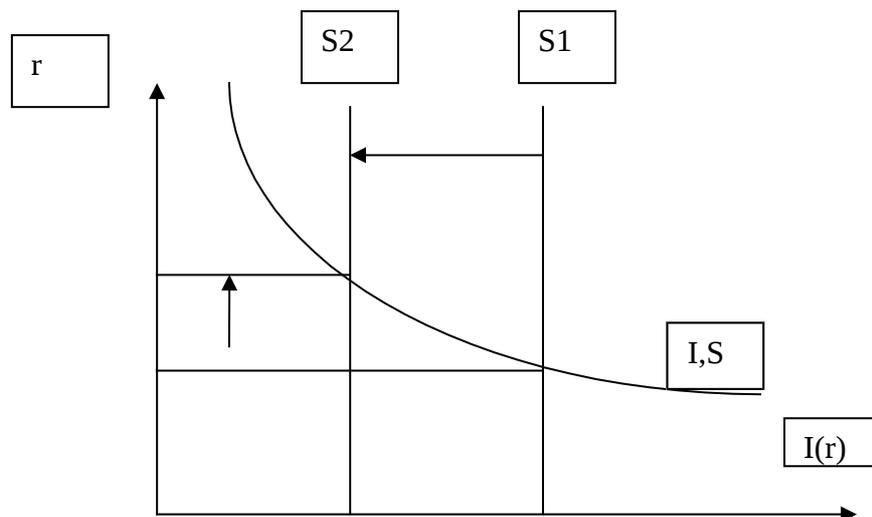
Face à un niveau de production inférieur au niveau de plein emploi, les responsables de la politique économique peuvent contribuer à ramener le plein emploi en augmentant les dépenses publiques ou en baissant les impôts.

- la variation de l'épargne

Soit une hausse des dépenses publiques (ΔG) compensée par une baisse équivalente des investissements étant donné que la consommation C est stable car le revenu disponible $Y-T$ est inchangé et la production totale est déterminée par les facteurs de production.

Pour cette baisse des investissements, le taux d'intérêt doit augmenter. Les conséquences donc d'une hausse des dépenses publiques est l'augmentation du taux d'intérêt et la baisse des investissements. On dit qu'il y a une éviction de l'investissement par les dépenses publiques.

Cette augmentation des dépenses publiques est financée par l'emprunt car le niveau des prélèvements est resté inchangé. Ce financement va réduire l'épargne nationale, puisque l'épargne privée reste inchangée.



La figure montre un glissement de l'offre de fonds prêtables pour l'investissement. La demande de fonds prêtables excède l'offre. Le taux d'intérêt augmente (de r_1 à r_2) jusqu'à ce que la courbe d'épargne intersecte la courbe d'investissement. Une hausse des dépenses publiques entraîne une hausse du taux d'intérêt.

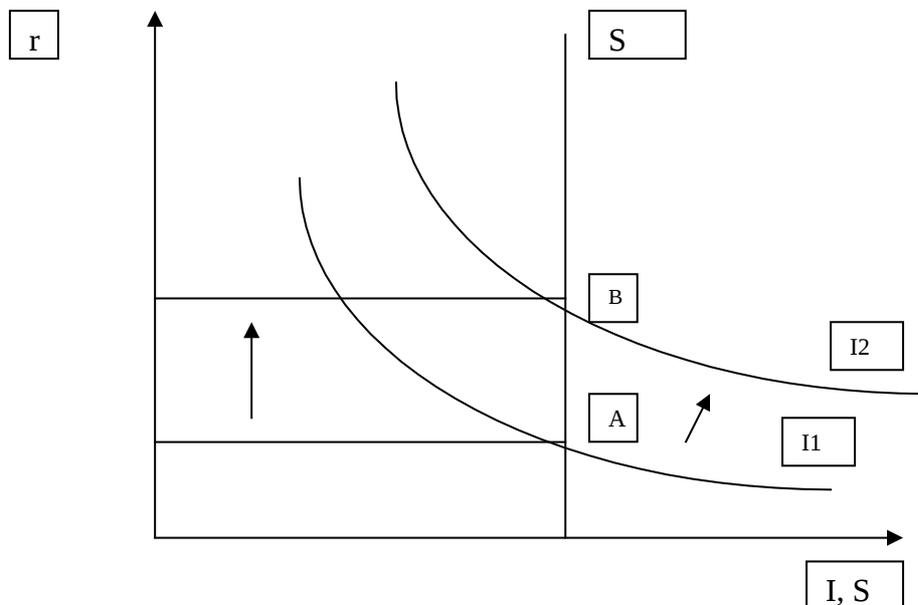
On examine maintenant le cas d'une réduction des impôts (ΔT) Le revenu disponible va s'accroître de ΔT et par conséquent la consommation C va croître aussi de $(\Delta T \times PmC)$. Plus la PmC est élevée, plus l'impact d'une réduction des impôts sur la consommation est grand.

La production est déterminée par les facteurs de production. Les dépenses publiques sont déterminées par la politique budgétaire. Donc un accroissement de la consommation est compensé par une réduction de l'investissement. Le taux d'intérêt doit alors augmenter dans ce cas.

Une hausse des dépenses publiques comme une réduction des impôts, évince l'investissement et augmente le taux d'intérêt.

- la variation de la demande d'investissement

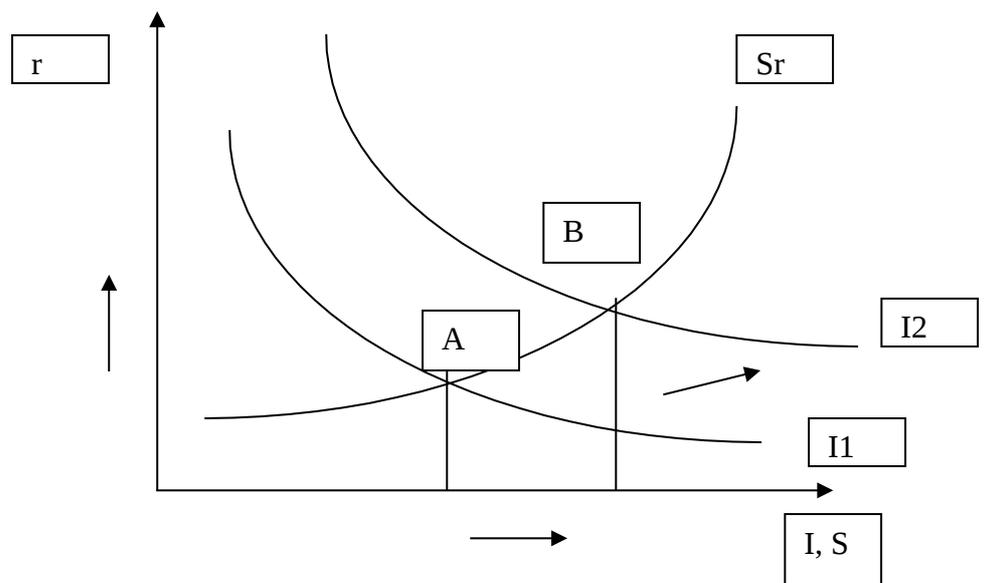
Les mesures budgétaires préconisées par l'Etat peuvent avoir une influence sur la demande d'investissement. Des incitations fiscales (comme des innovations technologiques) stimulent la demande d'investissement.



La hausse de la demande d'investissement déplace la courbe d'investissement vers la droite. Pour un taux d'intérêt donné, le montant de l'investissement est

supérieur. Le nouveau point d'équilibre se trouve au point B. L'épargne reste inchangée. Le volume d'équilibre de l'investissement reste inchangé. Une hausse de la demande d'investissement n'a d'autres effets que l'augmentation du taux d'intérêt. L'offre de fonds prêtables est donnée.

En supposant que la fonction de consommation dépend aussi du taux d'intérêt. Ce qui veut dire que l'épargne dépendra aussi du taux d'intérêt et la courbe d'épargne sera croissance et non verticale. La hausse du taux d'intérêt influence positivement l'épargne et négativement la consommation.



Si l'épargne est fonction du taux d'intérêt, tout glissement vers la droite de la fonction d'investissement accroît le taux d'intérêt en même temps que le volume de l'investissement. Le taux d'intérêt accru incite les gens à épargner davantage, créant ainsi des ressources disponibles en vue de l'investissement.

2.2. La politique monétaire

Dans une économie fermée, la hausse de l'offre de monnaie réduit le taux d'intérêt, ce qui stimule l'investissement et donc la dépense globale.

